

Les Rendez-vous militants

FÊTES FÉDÉRALES DU PCF

23/24 juin • Bouches-du-Rhône, Drôme, Gard, Vaucluse
30 juin/1^{er} juillet • Ardèche, Cantal, Doubs, Isère

GRÈCE, 17 JUIN

UN VOTE SOUS TUTELLE

 (lire page 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

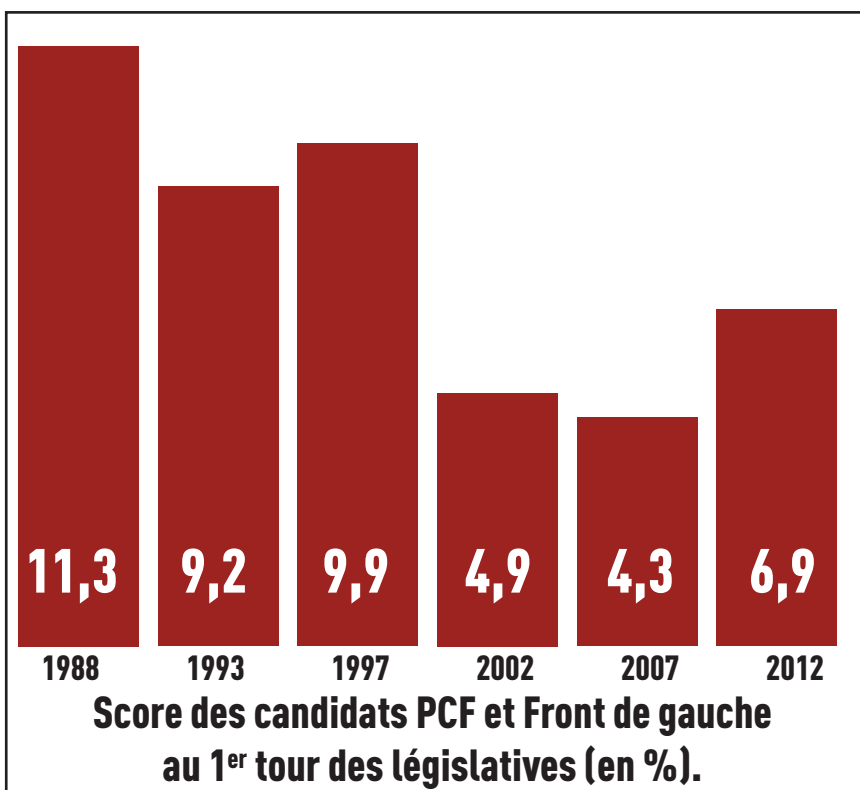
www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabalter - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Cécile Jacquet - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Frank Mouly - Nicolas Bescond - Denis Rondepierre - Lydia Samarbaksh - Gérard Streiff - Directeur: Olivier Dartigolles Tél.: 01 40 40 12 09 - Rédaction: Patrice Falguier Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél.: 01 40 40 12 41 - Télécopie: 01 40 40 12 46 - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe / mise en pages: zouhair.NAKARA@vallee-de-la-marne.com

LE FRONT DE GAUCHE À 6,9%

Bien qu'en progrès sur le score du PCF de 2007, le groupe Front de gauche à l'Assemblée nationale n'est pas acquis.



Pour Pierre Laurent il est "impensable" que la deuxième force de la gauche n'ait pas de groupe

SERVEZ-VOUS

 www.pcf.fr
Modèle de tract :

Elections législatives juin
Déclaration de Pierre Laurent
secrétaire national du PCF

Les résultats du premier tour des élections législatives confirment la volonté des Françaises et des Français de tourner la page de la droite. Après l'élection de François Hollande le 6 mai dernier, il est possible dimanche prochain d'être une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.

Le scrutin est marqué par une forte abstention et une bipolarisation accrue des exprimés qui déforme la réalité et la diversité de la vie politique française. C'est la conséquence de la présidentialisation forcée du débat politique. L'inversion du calendrier électoral mineure et dénature la portée du scrutin législatif, c'est un grave problème démocratique que seules d'ambitieuses réformes institutionnelles allant vers une 6^e République peuvent résoudre. C'est un objectif que le PCF et le Front de gauche continueront de porter.

Le Front de gauche obtient, selon les premières estimations, 7%. Ce résultat confirme l'ancrage national du Front de gauche qui est à nouveau ce soir la seconde force de la gauche. Dans de nombreuses circonscriptions, la dynamique mobilisatrice du Front de gauche a continué de s'enraciner durant la campagne législative. Les deux batailles, présidentielle et législative, menées au cours de ce semestre, constituent une promesse d'avenir et un atout sans lequel la gauche ne pourra réussir. Dimanche prochain, un groupe Front de gauche peut être élu à l'Assemblée nationale au sein d'une large majorité de gauche. Le pays pourra compter sur les députés qu'il comptera pendant cinq ans.

J'appelle ce soir à battre, partout dimanche prochain, les candidats de droite encore en lice, à barrer la route de l'Assemblée nationale aux candidats du FN et à élire, en se rassemblant autour des candidats de gauche les mieux placés, une majorité de gauche forte d'un groupe du Front de gauche.

Paris le 10 juin 2012



INTERNET

 www.pcf.fr

La revue du projet «sports»

Au lendemain du second tour des élections législatives, à l'issue du vote des communistes et de la Conférence nationale, le PCF tiendra un meeting à la Mutualité avec Pierre Laurent pour faire connaître ses positions sur la situation et sur la place du Front de gauche dans la bataille pour le changement. ★

A l'issue de la Conférence nationale du PCF,

MEETING avec Pierre Laurent

MERCREDI 20 JUIN 2012 - 18H00

Maison de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5^e - M^o Maubert-Mutualité



Déclaration de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF



Les résultats du premier tour des élections législatives confirment la volonté des Françaises et des Français de tourner la page de la droite. Après l'élection de François Hollande le 6 mai dernier, il est possible dimanche prochain d'élire une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.

Le scrutin est marqué par une forte abstention et une bipolarisation accrue des exprimés qui déforme la réalité et la diversité de la vie politique française. C'est la conséquence de la présidentialisation forcenée du débat politique. L'inversion du calendrier électoral mineure et dénature la portée du scrutin législatif, c'est un grave problème démocratique que seules d'ambitueuses réformes institutionnelles allant vers une VI^e République peuvent résoudre. C'est un objectif que le PCF et le Front de gauche continueront de porter. Le Front de gauche obtient, selon les premières estimations, 7 %. Ce résultat confirme l'ancrage national du Front de gauche qui est à nouveau ce soir la seconde force de la gauche. Dans de nombreuses circonscriptions, la dynamique mobilisatrice du Front de gauche a continué de s'enraciner durant la campagne législative. Les deux batailles, présidentielle et législatives, menées au cours de ce semestre, constituent une promesse d'avenir et un atout sans lequel la gauche ne pourra réussir. Dimanche prochain, un groupe Front de gauche peut être élu à l'Assemblée nationale au sein d'une large majorité de gauche. Le pays pourra compter sur les députés qu'il comptera pendant cinq ans. J'appelle ce soir à battre, partout dimanche prochain, les candidats de droite encore en lice, à barrer la route de l'Assemblée nationale aux candidats du FN et à élire, en se rassemblant autour des candidats de gauche les mieux placés, une majorité de gauche forte d'un groupe du Front de gauche. ✪

Paris, le 10 juin 2012

Candidats du Front de gauche en lice pour le second tour

François Asensi (11^e circonscription de Seine-Saint-Denis)
Alain Bocquet (20^e circonscription du Nord)
Marie-George Buffet (4^e circonscription de Seine-Saint-Denis)
Jean-Jacques Candelier (16^e circonscription du Nord)
Patrice Carvalho (6^e circonscription de l'Oise)
Gaby Charroux (13^e circonscription des Bouches-du-Rhône)
André Chassaigne (5^e circonscription du Puy-de-Dôme)
Marc Dolez (17^e circonscription du Nord)
Jacqueline Fraysse (4^e circonscription des Hauts-de-Seine)
Nicolas Sansu (2^e circonscription du Cher)
Fabien Thiémé (21^e circonscription du Nord)

Alfred Marie-Jeanne (Martinique) qui était rattaché au groupe GDR a viré en tête au 1^{er} tour.

Huguette Bello (La Réunion) qui siégeait elle aussi dans le groupe GDR lors de la dernière mandature a été **réélue** dès dimanche.

Plusieurs députés du Front de gauche sont éliminés malgré des résultats en progrès sur 2007. C'est le cas de **Pierre Gosnat** 30,28 % (28,9 % en 2007); **Jean-Pierre Brard** 32,77 % (28,5 %); **Marie-Hélène Amiable** 29,2 % (27,4 %); **Roland Muzeau** 29,76 % (26,7 %); **Jean-Paul Lecoq** 30,2 % (26,4 %)

Les résultats du 1^{er} tour

Front de gauche 6,9 %

EELV 5,4 %

Parti socialiste 34,6 %

Modem 1,8 %

UMP / Nouveau Centre 33,9 %

Front national 13,8 %

Quelques éléments chiffrés

Abstention

42,5 %, un record sous la V^e République. Elle était de 39,56 % en 2007. Plus de 10 millions d'électeurs du 22 avril ne se sont pas déplacés le 10 juin.

Rapport gauche/droite

En 2007, la droite avait recueilli 38,97 %, elle en recueille 33,9 % en 2012. La gauche (PS, Front de gauche, EELV) passant, quant à elle, de 35,5 % à 46,77 %.

A droite, hégémonie de l'UMP...

A droite, la relative bonne tenue de l'UMP se fait au détriment des autres formations de droite, le Modem passant de 7,74 % à 1,8 %.

...et poussée du FN qui passe de 4,28 % à 13,8 %.

Les Verts

En 2007, les Verts avaient réalisé 3,25 %. Ils sont à 5,4 % en 2012, mais dans le cadre d'un accord avec le PS leur réservant une soixantaine de circonscriptions à candidature EELV unique.

L'extrême gauche réalise 0,98 % contre 3,41 % en 2007.

Le Front de gauche

En 2007, le Front de gauche n'existait pas. Il convient donc de comparer son résultat avec celui du PCF. Le 10 juin 2012, le Front de gauche a totalisé 1 774 554 voix, soit 6,9 %. En 2007, les candidats présentés ou soutenus par le PCF avaient recueilli 1 221 194 voix, soit 4,5 %. Sur 539 circonscriptions métropolitaines, le score du Front de gauche est supérieur à 10 % dans 89 circonscriptions (59 en 2007). Il est supérieur à 5 % dans 330 circonscriptions (135 en 2007).

En 2007, 34 départements étaient sous la barre des 3 %, ils ne sont plus que 2 en 2012. Par contre, 13 départements sont au-dessus de 10 % : Puy-de-Dôme (16,6 %), Seine-Saint-Denis (14,6 %), Cher (14,4 %), Val-de-Marne (12,9 %), Allier (12,4 %), Nord (12 %), Hautes-Pyrénées (11,7 %), Seine-Maritime (11,3 %), Ariège (11,2 %), Jura (10,9 %), Pyrénées-Orientales (10,4 %), Gard (10,2 %), Dordogne (10 %). ✪

Réflexions sur le 1^{er} tour

Lydie Benoist, membre de l'Exécutif, responsable du secteur Elections, tire quelques conclusions du premier tour des législatives.



Communistes **DE PREMIÈRES PISTES SUR LE SCRUTIN DE DIMANCHE DERNIER ?**
LYDIE BENOIST : Pour l'instant, j'observe des tendances, il faudra ensuite faire place à l'analyse.

1. Un niveau record d'abstention, 42,5 %, c'est énorme ; un peu comme si les gens avaient eu le sentiment, lors de la présidentielle, d'avoir fait le travail, se débarrasser de Sarkozy et mettre la gauche au pouvoir. D'où cet intérêt relatif pour l'élection législative.

2. Une bipolarisation quasi générale. La droite et le PS sont autour de 34 % ; ce scrutin, dans la foulée de la présidentielle, est une catastrophe pour la démocratie. Il y a vraiment besoin de construire une autre République.

3. Forte poussée à gauche, assez historique : 46 % !

4. Le FN. Il est à 13,80 %, c'est inquiétant (déjà en 1997, il était à 14,9) ; il a plusieurs candidats qualifiés pour le second tour. Nous continuons de regretter de ne pas avoir pu obtenir un accord anti-FN avec l'ensemble des forces de gauche.

Communistes **COMMENT INTERPRÉTER LA POUSSÉE À GAUCHE ?**

L. B. : De très nombreux électeurs ont voulu donner les moyens au Président pour qu'il « réussisse » - une sorte de pragmatisme. Sommes-nous perçus comme utiles aux futures réformes, indispensables pour que soit menée une vraie politique de gauche ? Près de 30 % des électeurs Front de gauche du premier tour de la présidentielle ont voté pour les candidats PS ce dimanche !

Communistes **ET LES RÉSULTATS DU FRONT DE GAUCHE ?**

L. B. : Nous sommes la deuxième force à gauche. Dans la très grande majorité des circonscriptions (90 %), soit 486 sur 539, le Front de gauche enregistre des progrès nets. Il réunit 1 774 554 voix, soit 7,08 % des exprimés, et une progression de 2,34 % sur 2007 avec

575 285 voix supplémentaires. Nos sortants obtiennent des scores importants, autour de 30 %, avec des progressions de 3 ou 4 %, y compris là où nous perdons les circonscriptions. Ce qu'il faut bien voir, c'est que l'ensemble de la gauche a progressé avec, dans certains endroits, un affaissement réel de la droite. Parfois le PS a progressé plus fortement et nous est passé devant. C'est le cas en Seine-Maritime (où on perd de 84 voix !) ou bien dans le Val-de-Marne, en Seine-St-Denis, dans les Hauts-de-Seine où nos candidats ont réalisé des scores de 30 % mais ils se retrouvent dans la situation de perdre leur siège ! Même chose à Hénin-Beaumont où nous progressons (21 %), où la droite s'est effondrée et où le FN atteint 40 %. Lorsque je parle de belle progression sur 2007, je tiens à dire qu'il y a 330 circonscriptions où nous faisons plus de 5 % ; il y a cinq ans, il n'y en avait que 135 dans ce cas. Il y a ce paradoxe à étudier entre notre progression en voix, en nombre de circonscriptions où on passe la barre des 5 % et malheureusement une division quasi par deux de notre nombre d'élus.

Communistes **QU'EN EST-IL DU GROUPE ?**

L. B. : Il y a onze circonscriptions où nous sommes qualifiés pour le deuxième tour ; il y a des amis ultramarins qu'on espère avoir avec nous dans le futur groupe. Car il nous faut absolument un groupe. Même si nous ne parvenons pas aux quinze élus, le seuil pour avoir un groupe doit baisser. Il est évident qu'avec quatre millions et demi de voix et cette progression au premier tour de la législative, les électeurs, les députés du Front de gauche doivent avoir un groupe à l'Assemblée nationale. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

PLANÈTE

Grèce : un formidable révélateur



Ce n'est pas la première fois... Il y a déjà eu, dans l'histoire de la construction européenne, des circonstances, des référendums ou des votes, conduisant un Etat membre à des choix franchement différents ou contraires à l'orientation néolibérale générale. Mais cette fois-ci, la possibilité de voir la Grèce se doter d'une majorité et d'un gouvernement opposés à la politique d'austérité de l'UE suscite des expressions d'hostilité jamais atteintes, accompagnées d'une menace et d'un chantage qui en disent beaucoup sur l'acuité de la crise et sur le désarroi que celle-ci provoque... chez les responsables politiques de cette crise. Ceux-ci choisissent la dramatisation maximum pour peser sur le choix du peuple grec. Bien sûr, la gravité de la situation est inédite, non seu-

lement pour la Grèce mais aussi pour toute l'Europe. On voit, par exemple, dans quelle situation d'urgence se trouve l'Espagne et les risques de plus large contagion. Mais il est totalement injustifiable et inacceptable que l'ensemble des dirigeants européens, d'Angela Merkel à Pierre Moscovici, en passant par le ministre allemand de l'Économie Wolfgang Schäuble, ou encore Christine Lagarde pour le FMI, puissent faire de l'acceptation du mémorandum pour une austérité renforcée la condition obligatoire d'une aide financière. On avait déjà, en novembre dernier, interdit à la Grèce d'organiser un référendum qualifié d'irrationnel et dangereux. La voici finalement sous contrainte extérieure complète, sous tutelle, comme le sont déjà l'Irlande, le

Portugal et l'Espagne, et probablement Chypre bientôt.

La directrice du FMI et la chancelière allemande sont même allées jusqu'à déclara-

Les Grecs pourraient dire NON à l'austérité pour choisir une alternative politique

rer qu'il ne s'agit pas de solidarité. Il faut - ont-elles souligné - que les Grecs « s'approprient » le programme imposé ; ce serait une question de « culture politique ». L'austérité et l'assujettissement volontaire à l'ultra-libéralisme devraient, en quelque sorte, devenir constitutifs de l'identité même des Européens et de leurs dirigeants. Non, ce n'est pas du créti-

nisme politique. C'est la peur qui s'exprime ainsi. La peur du rejet populaire, la peur de l'avenir quand on n'a pas - et quand on ne veut pas - d'autres réponses politiques que celles qui aggravent encore les impasses économiques et sociales de l'austérité et de la crise systémique du capitalisme. Car, dans cette désastreuse fuite en avant, personne, ni à droite ni à gauche, ne peut échapper au constat qu'avec l'obsession des marchés financiers, avec les règles de la compétitivité pour la rentabilité financière et le profit, on atteint maintenant, dans toute l'Europe, des limites dans le socialement supportable, le politiquement acceptable, l'économiquement gérable...

Le vote du peuple grec est un formidable révélateur. On ne sait pas aujourd'hui quel sera le résultat dans

quelques jours. Mais le fait qu'une majorité, parmi les électeurs des 11 millions de citoyens grecs, pourrait dire NON à l'austérité pour choisir une alternative politique avec de véritables changements, avec des options sociales progressistes et des politiques publiques qui respectent leurs droits, leur vie et leur dignité... c'est une bouffée d'oxygène. Nos camarades de Syriza dessinent et construisent un avenir, quand d'autres n'offrent rien d'autre que les modes de gestion réactionnaires et sans issue du passé. Ils font vivre l'espoir et l'exigence démocratique... Eux et nous sommes devant les mêmes défis. Notre solidarité a un sens. ✪

Jacques Fath
Responsable des relations internationales

Pierre LAURENT,
Secrétaire national du PCF
Hervé POLY,
Premier secrétaire de la fédération PCF du Pas-de-Calais
Bernard BAUDE,
Maire de Méricourt
Bernard CZERWINSKI,
Maire de Drocourt
Bernard STASZEWSKI,
Maire d'Evin-Malmaison
Jean HAJA,
Maire de Rouvroy

Déclarations complètes sur Internet
www.pcf.fr
www.groupe-crc.org
www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr

Pour une nouvelle politique du logement

Le 4 juin, le LEM¹ recevait Christophe Robert, coordinateur du Rapport Annuel sur l'état du mal-logement de la Fondation Abbé Pierre ; auteur de Logement et cohésion sociale, le mal-logement au cœur des inégalités (avec Didier Vanoni, la Découverte, 2007) et d'Éternels étrangers de l'intérieur (éditions Desclée De Brouwer, 2007). Échos de cette rencontre.



Phototheque.org

Haussé de la pauvreté, du chômage, augmentation du nombre de travailleurs pauvres, surendettement : le diagnostic ne serait pas complet si l'on n'y ajoutait la pénurie de logements. Il manque 800 000 à 1 million de logements en France. En dix ans, les prix de l'immobilier ont doublé, les loyers ont augmenté de 50 % ; les charges ont explosé. Et les aides au logement n'ont pas suivi. Pour la Fondation Abbé Pierre, le phénomène nouveau est la place du logement dans les processus d'exclusion. Il y a quinze ans, les exclus ne pouvaient pas se loger ; aujourd'hui, ce sont les classes moyennes et les plus modestes qui, par la perte du logement, peuvent être marginalisés. Les impacts de la rareté et de la cherté des logements sont multiples : les expulsions ont augmenté de 50 à 100 % en dix ans, selon les indicateurs ; 40 à 50 % du budget des ménages sont consacrés au loyer ; les difficultés pour se loger freinent la mobilité professionnelle ; le lien entre mal-logement et échec scolaire est avéré. Mais c'est aussi la mixité so-

cialie qui pâtit de la situation, les moins aisés ne pouvant se loger que dans le privé insalubre ou dans le parc social, dans les périphéries urbaines. Les principales victimes de cette situation sont les migrants, les femmes seules avec enfants et les retraités. Mais, au-delà du problème de l'exclusion des plus pauvres, il y a celui des inégalités qui s'accroissent. La dernière enquête de l'INSEE sur le patrimoine (immobilier pour les deux tiers) révèle qu'en 2010, les 10 % les plus riches possèdent 48 % du patrimoine, quand les 50 % les plus pauvres n'en possèdent que 7 %. Ce qui représente, depuis 2004, une augmentation de 50 % pour les premiers et une diminution de 10 % pour les seconds. Autre chiffre parlant, cette fois pour les loyers : l'écart entre les ressources des plus aisés et des plus pauvres est de 1 à 7. Mais si l'on déduit des ressources les dépenses contraintes, cet écart est de 1 à 18 !

Quatre axes

Exclusion, inégalités : on ne peut se contenter, devant ce

bilan, d'une réponse aux situations d'urgence ; il est nécessaire de penser en profondeur une nouvelle politique du logement. La Fondation Abbé Pierre propose quatre axes d'engagements. Premièrement, construire, beaucoup, intelligemment, avec un objectif de 500 000 logements par an. Ces constructions ne peuvent être seulement publiques. Les investisseurs institutionnels (banques, fonds d'investissements...) se sont retirés du marché de l'immobilier ; comment les obliger à investir ? Deuxièmement, réguler les marchés ; les loyers, mais aussi les charges et le foncier. Troisièmement, lutter contre la spécialisation spatiale. Le logement ne peut être pensé sans la ville dans son ensemble. Il faut créer de la diversité, de la mixité, permettre le vivre ensemble, et ne pas perdre de vue que les quartiers populaires sont des lieux de vie et doivent permettre la promotion sociale. Dernier axe, il faut protéger les plus faibles. Cela passe par la lutte contre l'habitat indigne, mais aussi par la prévention des expulsions, des mises à la rue (sortie de prison, d'hôpital...). Dans la discussion, il a été souligné que l'élaboration d'une politique du logement ne peut pas faire

l'économie d'un débat sur la propriété privée, qui, à l'inverse du droit au logement, est inscrite dans la Constitution. Le foncier est-il le patrimoine de la patrie ou une propriété privée ? La fiscalité est un outil central pour corriger les inégalités. La Fondation propose qu'un impôt sur les plus-values immobilières soit dédié au financement des logements sociaux. La question du logement doit être nationale, mais doit également être gérée avec les collectivités. Il faut travailler sur un équilibre entre les deux échelles pour trouver une formule de responsabilité pérenne. La solidarité et l'équité territoriale ne peuvent que relever de l'État, et la mise en œuvre des politiques publiques doit s'effectuer au plus près du terrain avec les collectivités territoriales. C'est un vaste chantier qui attend le législateur. Il est urgent - et Christophe Robert l'a souligné - qu'une formation politique s'empare de la problématique du logement. C'est une priorité si l'on a à cœur de permettre aux classes populaires comme aux classes moyennes de sortir de la précarité. Le logement est une question de société, une question politique. ✪

Nina Léger
Correspondante au LEM

1. Lieu d'étude sur le mouvement de la connaissance et des idées. Retrouvez la vidéo intégrale de l'audition sur le site du Lem. (<http://lem.pcf.fr/>)

Le 17^e rapport sur l'état du mal-logement de la Fondation Abbé Pierre est disponible en ligne. www.fondation-abbé-pierre.fr

Compétitivité

Deborah Stevens est une ouvrière américaine de 47 ans qui travaillait chez « Atlantic Automotive Group ». Elle était en sympathie avec sa patronne, Jackie Brucia, et quand elle apprit que cette dernière souffrait d'une maladie rénale et rencontrait un problème de greffe, Deborah Stevens décida de lui faire don d'un rein. Ce qui fut fait. De retour à l'entreprise, affaiblie, Stevens se vit reprocher sa lenteur au travail et son « manque de productivité ». Et finalement elle s'est faite virer par AAG. Devant le scandale suscité, le groupe a estimé « regrettable qu'une employée prenne prétexte d'un acte généreux pour lancer une déclaration sans fondement ». L'autre jour, sur France Culture, le philosophe Jean-Claude Michéa voyait dans cette histoire le signe que « la bourgeoisie, en développant le marché comme seul lieu de commerce possible entre les hommes », encourageait finalement cette absolue ingratitude et ce comportement de prédateur. ✪ G. Streiff

VIE DU PARTI

Vote des communistes les 18 et 19 juin

À l'occasion des élections législatives, le Conseil National se réunira le lundi 18 juin au matin, de 9 h 30 à 13 h. Il adoptera une résolution précisant les orientations et les premières initiatives du PCF dans la nouvelle situation politique. Ce texte comportera une proposition précise sur la question de la participation de notre parti au gouvernement et des propositions d'initiatives et de rassemblement avec les forces sociales et citoyennes du pays, en traçant les suites et les développements possibles du Front de gauche. Les communistes réunis en assemblées générales, les 18 et 19 juin jusqu'à 20 h, débatteront et se prononceront par un vote sur cette résolution. Le vote se déroulera conformément aux dispositions statutaires (établissement de la liste d'émargement, vote des adhérents à jour de leur cotisation des trois derniers mois). Les résultats seront centralisés le 19 juin par fédération puis, de 20 h à 22 h, au siège du Conseil national par le pôle Vie du Parti. La Conférence nationale du 20 juin à Paris prendra ses décisions sur la base des résultats du vote et adoptera une adresse au peuple de France. La conférence se clôturera par un important meeting militant, à 18 h à La Mutualité, avec Pierre Laurent, secrétaire national. ✪

SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC CHYPRE avant la présidence tournante de l'UE par les Chypriotes • Exposition du 22 au 29 juin.

INAUGURATION vendredi 22 juin à 18 h, en présence d'Andros Kiprianou, secrétaire général d'AKEL, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et président du PGE et Francis Wurtz.



DÉBAT à 19 h à sur l'avenir de Chypre et la présidence de l'UE, suivi d'un apéro/buffet.

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville Code postal

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

www.pcf.fr/souscrire

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.